



PREFET DE CÔTE D'OR

Direction départementale
de la protection des Populations

Pôle Environnement et ICPE

Le Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté
Préfet de la Côte d'Or

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 994 du **13 NOV. 2019**

relatif à l'exploitation de volailles de chair située à « La Prairie 21350 ARNAY SOUS VITTEAUX »
et exploitée par le GAEC DE LA PRAIRIE
représenté par Mme et M. Sarah et Jean-François LALLEMANT

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier et son titre I^{er} du livre V

Vu la nomenclature des installations classées

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le récépissé de déclaration du 01/02/2010 ;

Vu la demande du 28/01/2019, présentée par Mme et M. Sarah et Jean-François LALLEMANT dont le siège social est situé La Prairie 21350 ARNAY SOUS VITTEAUX, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation d'élevage de volailles de chair située La Prairie 21350 ARNAY SOUS VITTEAUX ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 07/05/2019 ;

Vu la décision en date du 01/08/2019 du président du tribunal administratif de Dijon, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 07/08/2019 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 03/09/2019 au 03/10/2019 sur les communes de ARNAY-SOUS-VITTEAUX, BRAIN, LA ROCHE-VANNEAU, DAM-PIERRE-EN-MONTAGNE, MARIGNY-LE-CAHOUE, BUSSY-LE-GRAND, POSANGES, DARCEY, JOURS-LÈS-BAIGNEUX, VILLEFERRY, VITTEAUX, CHAUME LES BAIGNEUX, MARCILLY ET DRACY, SAINTE COLOMBE-EN-AUXOIS ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
Vu la publication en date du 06/09/2019 de cet avis dans deux journaux locaux ;
Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de ARNAY-SOUS-VITTEAUX, BRAIN et MARCILLY ET DRACY ;
Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
Vu le rapport et les propositions en date du 25 octobre 2019 de l'inspection des installations classées ;
Vu l'avis favorable en date du 5 novembre 2019 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;
Vu le projet d'arrêté porté le 04/11/2019 à la connaissance du demandeur ;
Vu le courriel du pétitionnaire en date du 08/11/2019 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDERANT que l'installation dispose de 77 806 emplacements de poulets de chair ou de 46 089 emplacements de canards ;

CONSIDERANT que d'après la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement les installations disposant de plus de 40 000 emplacements de volailles sont des activités classées au titre de la rubrique 3 660 des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et dépendent du régime de l'autorisation environnementale ;

CONSIDERANT les engagements pris par l'exploitant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations;

CONSIDERANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

Le GAEC DE LA PRAIRIE dont le siège social est situé à l'adresse suivante : « La Prairie 21350 Arnay-sous-Vitteaux » est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de 21350 Arnay-sous-Vitteaux, à l'emplacement suivant : « La Prairie 21350 Arnay-sous-Vitteaux », les installations détaillées dans les articles suivants.

1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé
3660	a)	A	Elevage intensif de volailles avec plus de 40000 emplacements pour les volailles	40000	Emplacements de volailles	77.806 emplacements de poulets de chair ou 46.089 emplacements de canards
4718	2-b	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel	6 tonnes	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations	6, 4 tonnes

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du CE) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3660 relative à l'élevage intensif de volailles avec plus de 40000 emplacements pour les volailles et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF suivant : « Décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs. »

1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
21350 ARNAY SOUS VITTEAUX	section ZD, parcelles 8, 36, 37, 42 et 49.	La prairie

Le plan de situation et le plan détaillé des installations de l'établissement sont annexés au présent arrêté.

1.2.3 Consistance des installations autorisées

L'élevage de volailles est organisé dans deux bâtiments :

Un bâtiment d'élevage référencé « P1 » dans le présent arrêté, permet d'accueillir 30.000 poulets ou 17.840 canards. Ses dimensions sont les suivantes :

Longueur	96,60 m
Largeur	15,52 m
Hauteur sous faitage	5,4 m
Surface	1367,1 m ²
Sas (extérieur)	4,20 m x 4,20 m

Un bâtiment d'élevage référencé « P2 » dans le présent arrêté, permet d'accueillir 47.806 poulets ou 28.249 canards. Ses dimensions sont les suivantes :

Longueur	120,25 m
Largeur	18 m
Hauteur sous poteaux	2,6 m
Pente	30%
Surface totale (incluant sas)	2305,75 m ²
Surface utile pour les animaux	2164,50 m ²

Le site est organisé de la façon suivante, du nord au sud, (plan en annexe II) :

- le bâtiment d'élevage de volailles P2 ;
- l'habitation des anciens exploitants ;
- un bâtiment de stockage de paille et de foin (fourrage) ;
- deux bâtiments d'élevage des bovins ;
- une fumière ;
- un second bâtiment de stockage de fourrage ;
- le bâtiment d'élevage de volailles P1.

La maison d'habitation de l'exploitant est au sud du bâtiment P1, hors du site.

Chaque bâtiment d'élevage est équipé d'une cuve de gaz externe, d'un sas sanitaire et d'un local technique. Un groupe électrogène de 60 kVa permet l'alimentation électrique en secours des 2 bâtiments d'élevage de volailles.

Le site est alimenté en eau par un puits associé à une station de traitement de l'eau.

1.2.4 Statut de l'établissement vis-à-vis de la directive Seveso

L'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans

les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.4 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.4.1 Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

1.4.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.4.3 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.4.4 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

1.4.5 Changement d'exploitant

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

1.4.6 Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : réhabilitation en vue de permettre l'implantation d'activités de type, agricole, industriel ou commercial.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article ou conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

1.5 RÉGLEMENTATION

1.5.1 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

Textes
Arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole
Arrêté du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées

1.5.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

2.1.2 Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

Plantations :

L'emprise du nouveau bâtiment d'élevage de volailles est compensé par la création d'infrastructures écologiques patrimoniales.

Les mesures comprennent :

- un prolongement de la haie existante,
- une haie bocagère en parallèle du long pan Ouest du bâtiment projet,
- une haie basse au niveau des bâtiments bovins
- plusieurs bosquets sur le site,
- un verger composé d'arbres fruitiers, situé au Sud bâtiment existant

L'épandage des effluents d'élevage respecte le plan d'épandage prévu dans le dossier de demande d'autorisation et les mesures prévues à l'article 8 « épandage » du présent d'arrêté. Ceci prévoit notamment le compostage des fumiers de volailles permettant de réduire l'impact lié à leur épandage.

Amélioration des connaissances

L'exploitant réalisera une écoute sonore en période estivale, visant à évaluer et à caractériser les espèces présentes pour enrichir les bases de données locales. La campagne d'écoutes sonores sera réalisée sur le périmètre d'épandage de l'exploitation, notamment au niveau des prairies, et sur les parcelles à proximité de bois (milieux semi-ouverts), lieux privilégiés par les chiroptères pour la chasse. Cette écoute se déroulera au cours de l'été 2020.

2.1.3 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

2.2.1 Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

2.3.1 Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, et déchets

Des dispositifs de lavage de roues sont mis en place, en tant que de besoin.

2.3.2 Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols, absence de déchets, plantations, engazonnement)

2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

2.4.1 Danger ou nuisance non prévu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

2.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

2.6 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

2.6.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des

installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

2.6.2 Nature des mesures

Une estimation des émissions atmosphériques annuelles d'ammoniac (NH₃), de protoxyde d'azote (N₂O), de méthane (CH₄), des particules totales (TSP) et des particules fines (PM₁₀) sera réalisée à partir de l'outil de calcul mis à disposition pour les déclarations d'émissions polluantes (GEREP).

2.6.3 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les résultats de cette estimation seront transmis à l'inspection des installations classées une fois par an via l'application GEREP.

Le suivi des éléments épanchés fait l'objet d'un programme spécifique défini à l'article 8 «épanchage » du présent arrêté.

2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

2.7.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- le présent arrêté préfectoral,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les installations respectent les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) imposées par le document BREF applicable à l'élevage industriel de volailles.

3.2 ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Ces dispositions sont, notamment :

- Un paillage de qualité permettant l'obtention d'un fumier sec et pailleux,
- Une aération par ventilation dynamique optimisée afin de permettre un renouvellement de l'air efficace et correctement adapté de l'air vicié,
- Un système d'abreuvement se composant de pipettes avec coupelles de récupération,
- Le compostage des fumiers de volailles.
- Le respect des distances de stockage aux champs et d'épandage des effluents d'élevage telles que prévues à l'article 8 « épandage » du présent arrêté.

En cas de nuisances, un plan de gestion et de suivi permettant de supprimer toute nuisance sera mis en place, conformément à la réglementation IED.

3.3 POUSSIÈRES

3.3.1 Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

3.3.2 Émissions diffuses et envols de poussières

Toutes les mesures sont prises par l'exploitant pour limiter l'émissions et l'envol de poussières, notamment :

- L'aliment est accessible aux animaux en permanence et a volonté, ce qui évite une agitation excessive des animaux génératrice de poussières.
- La présence de matières grasses dans l'aliment permettant de réduire la formation de poussière.
- L'ajustement de la ventilation permettant de limiter les turbulences trop importantes.

4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'Armançon.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau, notamment par l'utilisation de systèmes d'abreuvement anti-gaspillage.

4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

4.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'alimentation en eau de l'installation se fait via un puits dont l'eau n'est pas destinée à une alimentation humaine. Ce puits se situe dans le pré en contrebas de la RD 905, au droit de la parcelle cadastrale n°21 – section ZH.

Des bouteilles d'eau minérale sont à disposition des intervenants directement sur le site et un affichage « eau non potable » est effectué à chaque robinet de puisage.

Le puits utilisé pour l'alimentation en eau de l'exploitation nécessite la remise au Bureau Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires de Côte-d'Or d'un dossier de déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application du L214-1 à L214-3 du code de l'environnement. Ce dossier de déclaration du puits est transmis dans un délai d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.

Le dossier comporte à minima :

- un plan de localisation du point de prélèvement sur fond de carte IGN et sur un extrait cadastral,
- les coordonnées géographiques en Lambert 93 (X, Y et Z) du puits,
- la profondeur de l'ouvrage,
- une coupe verticale (géologique et type de dispositif mis en place) de l'ouvrage. Cette coupe indique la hauteur crépinée du tubage,
- des photographies du puits et des installations.

4.1.2 Suivi des prélèvements

Un compteur volumétrique est mis en place sur le dispositif de pompage afin de mesurer les volumes prélevés. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Un suivi des volumes prélevés est mis en place. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Le déclarant consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement tels que :

- les volumes prélevés hebdomadairement et annuellement,
- le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile,
- les incidents éventuellement survenus au cours de l'exploitation,
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Ce registre est tenu à la disposition des agents du contrôle.

4.1.3 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Avant distribution aux animaux, l'eau du puits est traitée par le biais d'une station de traitement située dans un bungalow sur le site de l'installation. Un dispositif de disconnexion est installé à l'arrivée de l'eau dans la station de traitement afin de protéger le puits de toute pollution ou contamination retour.

4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

4.2.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents et le milieu récepteur.

4.2.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux est établi par l'exploitant et régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, fosses...)

4.2.3 Gestion des effluents liquides

Les eaux provenant des lavages des bâtiments et des sas sanitaires sont stockées dans des fosses étanches (1 fosse de 10 m³ pour le bâtiment P1 et une fosse de 20 m³ pour le bâtiment P2). Elles sont épandues dans les conditions prévues à l'article 8 « épandage » du présent arrêté.

4.3 GESTION DES EAUX PLUVIALES

Le dispositif de gestion des eaux pluviales, par infiltration, du nouveau bâtiment et de ses aires de circulation est dimensionné, a minima, pour un épisode de pluie de retour décennale.

La note détaillée de dimensionnement du dispositif de gestion des eaux pluviales, par infiltration, est transmise au Bureau Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires de Côte-d'Or et au service de l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté préfectoral.

5 - DÉCHETS PRODUITS

5.1 PRINCIPES DE GESTION

5.1.1 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-128-1 à R543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-195 à R 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R 543-17 à R 543-41 du code de l'environnement.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Les animaux morts seront enlevés chaque jour des salles d'élevage puis déposés dans des congélateurs associés à chaque bâtiment d'élevage. Avant le passage de l'équarrisseur, l'exploitant transférera les cadavres dans des bacs d'équarrissages fermés et étanches situés à l'extérieur des bâtiments, en bordure de site. L'évacuation pour l'élimination des cadavres sera assurée à la demande de l'exploitant, uniquement par un équarrisseur agréé.

5.1.2 Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

- Animaux morts
- Déchets vétérinaires
- Bidons de produits de nettoyage et de désinfection

6 - RISQUES ACCIDENTELS

6.1 RISQUE INCENDIE

6.1.1 Protection externe

Afin de lutter contre l'incendie, le site disposera d'une réserve incendie souple de 240 m³. Afin d'être aisément accessible et mobilisable par le Service de Défense Incendie et de Secours, la réserve sera située à 35 m du bâtiment P1 et à 160 m de P2, sur aire stabilisée.

6.1.2 Protection interne

L'installation dispose d'extincteurs, adaptées à la nature du risque :

- Extincteurs CO₂ de 2 à 6 kg à proximité des armoires électriques,
- Extincteurs à poudre polyvalente de 6 kg à proximité du groupe électrogène, des stockages de gaz et de la cuve de fuel,
- Extincteurs à eau pulvérisée à chaque extrémité du bâtiment.

Ces extincteurs seront mis en place et contrôlés régulièrement par un prestataire agréé. L'entretien des extincteurs sera réalisé sur une fréquence annuelle.

Les vannes de barrage du gaz et de coupure d'électricité seront installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier identifié sous verre dormant.

6.1.3 Prévention du risque incendie

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

6.2 RISQUE CHIMIQUE

Le stock des produits susceptibles de porter atteinte à l'environnement est limité au minimum nécessaire au bon fonctionnement de l'installation. Il s'agit de fuel, de produits de désinsectisation et de produits utilisés pour le nettoyage et la désinfection des bâtiments d'élevage. L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité de l'intégralité des produits dangereux détenus sur son installation. Ces fiches de données de sécurité sont portées à la connaissance de tout intervenant pouvant être en contact avec ces produits dangereux. Elles doivent être tenues à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Ces produits dangereux sont tous associés à des dispositifs de rétention :

- Cuve de fuel double-paroi aux normes,
- Isolement et rétention des produits de désinfection et désinsectisation.

- Bac de rétention associé au groupe électrogène

En cas d'incendie, les eaux utilisées pour l'éteindre pourront être récoltées dans le fumier ou dans les fosses de collecte des eaux usées, avant pompage par une équipe spécialisée, puis évacuation du fumier et des eaux souillés dans un centre de traitement.

7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES

7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'installation respecte les dispositions de l'arrêté du 20/08/85 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

7.2 AMÉNAGEMENT

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

7.3 VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

7.4 VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les valeurs limites d'émergence de l'installation respectent les dispositions de l'article 32 de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

8 ÉPANDAGE

8.1 DÉFINITIONS

Épandage : toute application de déchets ou effluents sur ou dans les sols agricoles.

Points de référence : point représentatif d'une zone homogène.

Zone homogène : unité culturale homogène d'un point de vue pédologique, n'excédant pas 20 hectares.

Unité culturale : parcelle ou groupe de parcelles exploitées selon un système unique de rotation de culture par un seul exploitant.

Parcelle de référence : parcelle représentative de chaque type de sol et des systèmes de culture.

8.2 EPANDAGES INTERDITS

Les épandages non autorisés sont interdits.

Notamment, l'épandage d'effluents liquides est interdit en périmètre éloigné de captage.

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit :

- sur sol non cultivé ;
- sur toutes les légumineuses sauf exceptions prévues par le deuxième paragraphe du c du 1 du III de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé ;
- sur les terrains en forte pente sauf s'il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers ou les composts) ;
- sur les sols enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents d'élevage. L'épandage par aspiration est pratiqué au moyen de dispositifs ne produisant pas d'aérosol ;
- dans tout autre cas prévu par le programme d'action en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en vigueur.

8.3 EPANDAGES AUTORISÉS

8.3.1 Règles générales

L'épandage de déchets ou effluents sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies par l'arrêté du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et par l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

Les déchets ou les effluents autorisés à l'épandage sont :

Les fumiers de volailles préalablement compostés conformément aux articles 29 et 39 de l'arrêté du 27 décembre 2013 sus-cité.

Les fumiers de bovin

Les eaux de lavage des bâtiments d'élevage

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des déchets ou des effluents sur les parcelles d'exploitations agricoles, conformément au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation, représentant une surface totale de 531,95 ha, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et dans les conditions définies par l'étude préalable à l'épandage.

La surface apte à l'épandage est de 446,09 ha. Cette surface est constituée de parcelles agricoles réparties sur 12 communes du département de Côte d'Or. Elles sont exploitées par le GAEC de la Prairie et par la SCEA de la BOSSIERE, prêteur de terres.

Au sens de la Politique Agricole Commune (PAC), les îlots cultureux potentiellement concernés par l'épandage sont :

Exploitation agricole	Communes	Numéro d'îlots
GAEC DE LA PRAIRIE	ARNAY SOUS VITTEAUX	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 31, 34, 35
	BRAIN	5, 13, 14, 15, 16
	DAMPIERRE EN MONTAGNE	24
	LA ROCHE VANNEAU	28, 29, 30
	MARIGNY LE CAHOUE	17, 18, 19, 20, 21, 22, 23
	POSANGES	24
	VILLEFERRY	25, 26, 27, 32
	VITTEAUX	33
SCEA DE LA BOSSIERE	BUSSY LE GRAND	7, 10, 11, 13, 17, 18, 19, 22, 23, 25, 26, 27, 30, 31, 35, 37, 39, 40
	CHAUME LES BAIGNEUX	6
	DANCEY	19
	JOURS LES BAIGNEUX	6

La liste des exploitants, des communes et les surfaces correspondantes, concernées par l'épandage d'effluents sont en annexe III du présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités de déchets ou d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

8.3.2 Origine des déchets ou des effluents à épandre

Les déchets ou les effluents à épandre sont constitués exclusivement des fumiers de volailles, fumiers de bovins et eaux de lavages issus de l'activité d'élevage de volailles et de bovins du GAEC DE LA PRAIRIE.

Aucun autre effluent ne pourra être incorporé à ces déchets ou effluents en vue d'être épandu.

Seuls les effluents et déchets ayant un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures peuvent être épandus.

8.3.3 Traitement des effluents à épandre

Avant épandage, les fumiers de volailles seront compostés conformément aux articles 29 et 39 de l'arrêté du 27 décembre 2013 sus-cité.

L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.

Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

Ces informations sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

8.3.4 Caractéristiques de l'épandage

Tout épandage est subordonné à la production d'une étude préalable (plan d'épandage) montrant l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des effluents ou des déchets, l'aptitude du sol à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation.

L'épandage est réalisé conformément au plan contenu dans le dossier de demande d'autorisation. La surface épandable est de 446,09 ha.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 de l'arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ;
- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'ilot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (ilot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ;
- des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ;
- du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4 de l'arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;

L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;

Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'ilot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (ilot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.

Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.

Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.

8.3.5 Contrats

Un contrat a été signé le 29/10/2018 entre la SCEA DE LA BOSSIERE, sise 1 route d'Etormay 21150 BUSSY-LE-GRAND et le GAEC DE LA PRAIRIE. Ce contrat prévoit l'export vers la SCEA DE LA BOSSIERE de 150 tonnes de fumier de bovin issu de l'élevage bovin du GAEC DE LA PRAIRIE.

8.3.6 Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Quels que soient les apports de fertilisants azotés, compatibles avec le respect de l'équilibre de la fertilisation, la quantité d'azote d'origine organique contenue dans les produits épandus sur l'ensemble de la surface des îlots du plan d'épandage de l'établissement ne dépasse pas 170 kg d'azote par ha et par an.

8.3.7 Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires

Les dispositifs permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.

L'installation dispose d'une fumière couverte d'une surface de 280 m² avec deux murs de 2.50 m de hauteur.

Les fumiers seront également stockés aux champs dans les conditions suivantes :

- lors de la constitution du dépôt au champ, le fumier doit tenir naturellement en tas, sans produire d'écoulement latéral de jus ; les mélanges avec des produits différents n'ayant pas ces caractéristiques sont interdits ;
- le volume du dépôt est adapté à la fertilisation des îlots culturaux récepteurs ;
- le tas doit être constitué de façon continue pour disposer d'un produit homogène et limiter les infiltrations d'eau ;
- le tas ne peut être mis en place sur les zones où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables et dans les zones d'infiltration préférentielles telles que failles ou bétouilles ;
- la durée de stockage ne dépasse pas neuf mois ;
- le tas ne doit pas être présent au champ du 15 novembre au 15 janvier, sauf en cas de dépôt sur prairie ou sur un lit d'environ 10 centimètres d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/ N est supérieur à 25 (comme la paille) ou en cas de couverture du tas ;
- le retour du stockage sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans ;
- l'îlot cultural sur lequel le stockage est réalisé, la date de dépôt du tas et la date de reprise pour épandage sont indiqués dans le cahier d'enregistrement des pratiques.

Les conditions particulières ci-dessous doivent également être respectées, sauf pour les dépôts de courtes durées inférieurs à dix jours précédant les chantiers d'épandage :

- pour les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement, le tas doit être mis en place sur une parcelle en prairie ou sur une parcelle portant une culture implantée depuis plus de deux mois ou une CIPAN bien développée ou un lit d'environ 10 centimètres d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/ N est supérieur à 25 (comme la paille) ; il doit être constitué en cordon, en bannant les remorques les unes à la suite des autres et ne doit pas dépasser 2,5 mètres de hauteur ;

- pour les fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement, le tas doit être conique et ne doit pas dépasser 3 mètres de hauteur ; la couverture du tas de manière à protéger le tas des intempéries et à empêcher tout écoulement latéral de jus est également exigée dans un délai d'un an suivant l'adoption du programme d'actions national modifié ;

8.3.8 Épandage

Modalités

L'exploitant respecte en tout point les dispositions de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'action régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Bourgogne-Franche-Comté en vigueur.

Les opération d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière à :

- à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ;
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

En outre, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'en aucune circonstance, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique, l'épandage de déchets ou d'effluents respecte les délais minima prévus au tableau ci-dessous :

Type de terrain	Délai minimum	Remarque
Herbages ou cultures fourragères.	Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères.	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes.
	Six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou la récolte des cultures fourragères.	Autres cas.
Terrains affectés à des cultures maraîchères et fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers.	Pas d'épandage pendant la période de végétation.	
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact direct avec les sols, ou susceptibles d'être consommés à l'état cru.	Dix mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même.	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes.
	Dix-huit mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même.	Autre cas.

Les distances d'épandage à respecter vis-à-vis des tiers et des autres éléments de l'environnement sont celles prévues par l'article 27-3 de l'arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables

aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et par le programme d'action en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en vigueur.

Pour limiter les risques de volatilisation de l'azote ammoniacal, les effluents bruts sont épandus :

- sur culture en place
- sur sol nu

Les épandages sur terres nues sont suivis d'un enfouissement :

- dans les vingt-quatre heures pour les fumiers de bovins et « porcs » compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois, ou pour les matières issues de leur traitement ;
- dans les douze heures pour les autres effluents d'élevage ou les matières issues de leur traitement.

Cette obligation d'enfouissement ne s'applique pas :

- aux composts élaborés conformément à l'article 29 de l'arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- lors de l'épandage de fumiers compacts non susceptibles d'écoulement sur sols pris en masse par le gel.

Les effluents sont épandus avec un matériel adapté afin de garantir le respect de la dose préconisée et une bonne qualité de la répartition.

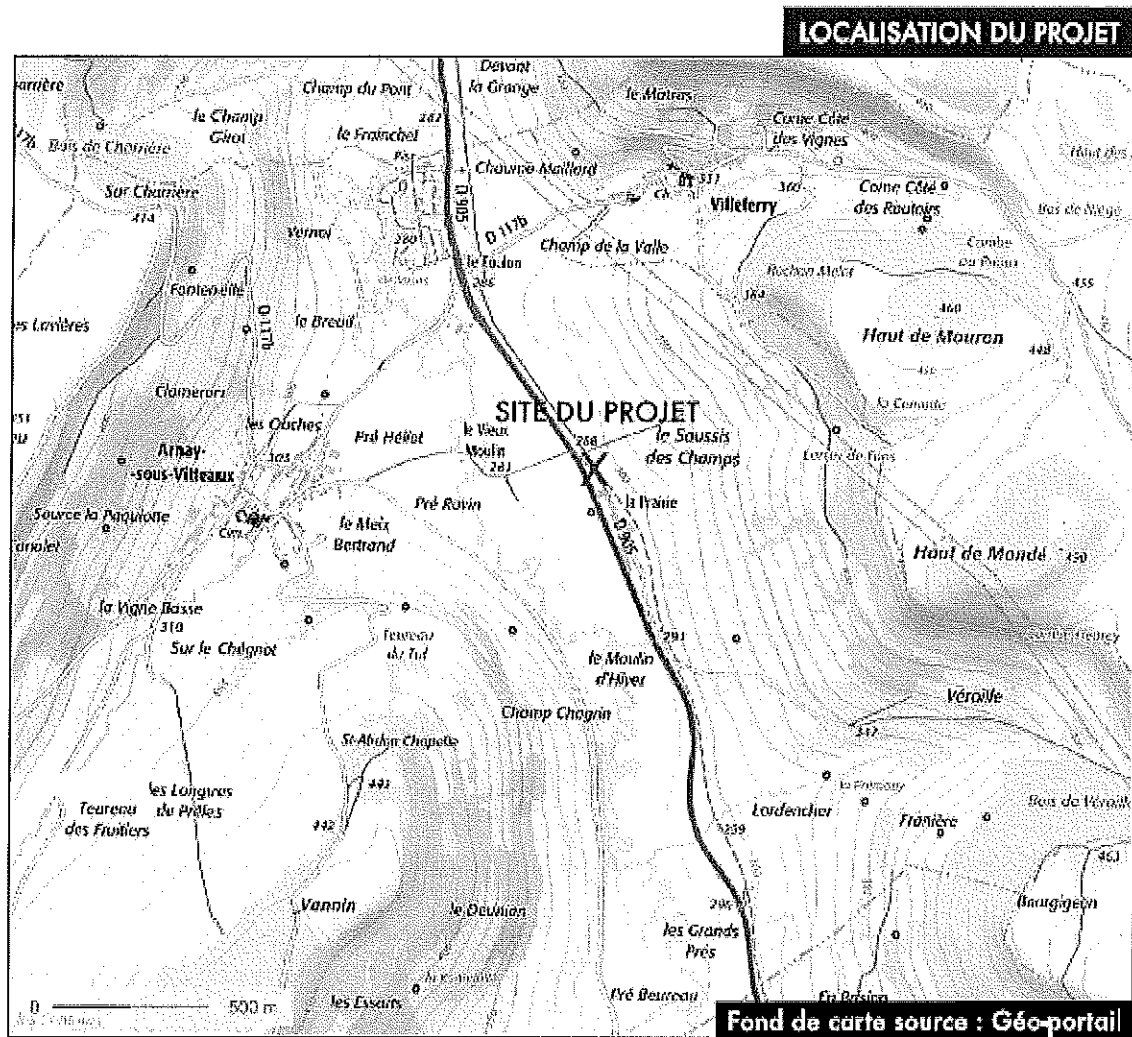
Le volume des effluents épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont seront munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

8.3.9 Auto surveillance de l'épandage

L'exploitant utilise pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

Notamment, l'enregistrement et le suivi des épandages des effluents issus de l'installation, que ce soit sur les terres de l'exploitant ou sur des terres exploitées dans le cadre de contrats figurant à l'article 11.3.5 du présent arrêté, doivent se faire en respect du programme d'action en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en vigueur.

ANNEXE I : Plan de situation



1



ANNEXE III : Liste des exploitants, des communes et les surfaces correspondantes

GAEC de la Prairie

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
1	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	23,75	2018210024000ZE0014	0,00001824	oui
			20182100240000C0242	0,00112022	
			2018210024000ZD0024	0,00771460	
			2018210024000ZE0005	0,01061303	
			20182100240000C0235	0,01808298	
			2018210024000ZD0018	0,01953185	
			20182100240000C0240	0,05545179	
			20182100240000C0087	0,05960106	
			20182100240000C0234	0,05933600	
			20182100240000C0239	0,07434258	
			2018210024000ZE0011	0,09353353	
			2018210024000ZE0012	0,32433932	
			2018210024000ZE0010	0,40089415	
			2018210024000ZE0007	0,53980964	
			2018210024000ZE0009	2,15005842	
			2018210024000ZE0008	4,29100004	
			2018210024000ZE0006	7,23968799	
			2018210024000ZE0013	8,11808947	
			20182100240000C0283	0,00003024	
			2018210024000ZE0018	0,00003884	
			20182100240000C0280	0,00286554	
2	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	2,36	2018210024000ZE0023	0,01064957	oui
			2018210024000ZE0024	0,11250145	
			2018210024000ZE0015	0,81260875	
			2018210024000ZE0016	1,24858870	
			2018210024000ZD0017	0,00105784	
3	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	3,18	2018210024000ZD0005	0,01273929	oui
			2018210024000ZD0012	0,01364601	
			2018210024000ZD0006	0,87072820	
			2018210024000ZD0007	2,45171173	

GAEC de la Prairie

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
4	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	0,72	2018210024000ZD0049	0,01335741	oui
			2018210024000ZE0042	0,01582423	
			2018210024000ZE0001	0,03495460	
			2018210024000ZH0042	0,06771311	
			2018210024000ZD0038	0,16602113	
			2018210024000ZD0042	0,20343745	
6	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	1,60	2018210024000ZE0041	0,21678198	oui
			2018210024000ZE0038	0,01892290	
			2018210024000ZE0035	0,03443011	
			2018210024000ZE0034	0,04450324	
			2018210024000ZE0036	0,26867916	
			2018210024000ZE0037	0,41894502	
7	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	5,47	2018210024000ZD0004	0,03860934	oui
			2018210024000ZD0003	5,18637262	
8	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	4,23	2018210024000ZH0022	0,00197910	oui
			2018210024000ZH0021	1,48066969	
			2018210024000ZH0020	2,71736873	

GAEC de la Prairie

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
9	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	12,15	2018210024000ZC0028	0,00168310	oui
			2018210024000ZH0016	0,00172702	
			2018210024000ZH0008	0,00279286	
			2018210024000ZH0007	0,00862889	
			2018210024000ZC0026	0,01129828	
			2018210024000ZC0084	0,01322876	
			2018210024000ZH0002	0,01593340	
			2018210024000ZH0014	0,06112104	
			2018210024000ZH0040	0,09592270	
			2018210024000ZH0012	0,20826900	
			2018210024000ZH0041	0,37380874	
			2018210024000ZH0013	0,54943238	
			2018210024000ZH0006	0,72945636	
			2018210024000ZH0009	1,09393501	
			2018210024000ZH0015	1,42016987	
			2018210024000ZH0011	1,65659240	
			2018210024000ZH0003	2,31686635	
			2018210024000ZH0010	2,95310071	
10	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	1,63	2018210024000ZN0013	0,00002252	oui
			2018210024000ZN0006	0,00086049	
			2018210024000ZN0029	0,00127090	
			2018210024000ZN0014	0,00975639	
			2018210024000ZN0011	0,28954318	
11	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	5,46	2018210024000ZN0012	1,33152870	oui
			2018210024000ZD0012	0,06076397	
			2018210024000ZN0018	0,07947914	
			2018210024000ZN0017	0,21989928	
			2018210024000ZN0015	1,06720504	
			2018210024000ZN0016	3,98488414	

GAEC de la Prairie

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
12	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	8,86	2018210024000ZD0013	0,00000950	oui
			2018210024000ZD0012	0,03912433	
			2018210024000ZN0022	0,10595452	
			2018210024000ZK0021	0,13858430	
			2018210024000ZN0019	1,09001288	
			2018210024000ZN0020	3,57015831	
31	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	1,51	2018210024000ZN0021	3,85759139	oui
			2018210024000A0281	0,00009620	
			2018210024000A0274	0,00009696	
			2018210024000E0047	0,00013982	
			2018210024000E0044	0,00079502	
			2018210024000A0280	0,00189149	
			2018210024000A0276	0,00667170	
			2018210024000E0049	0,00852401	
			2018210024000A0269	0,01986204	
			2018210024000A0279	0,05379234	
			2018210024000A0275	0,10898295	
			2018210024000A0277	0,23385264	
34	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	1,43	2018210024000A0278	1,04612979	oui
			2018210024000ZE0045	0,00057869	
			2018210024000ZE0027	0,00061416	
			2018210024000ZE0038	0,00191002	
			2018210024000ZE0037	0,01086203	
			2018210024000ZE0043	0,05999098	
			2018210024000ZE0046	0,29284554	
			2018210024000ZE0032	0,47553714	
35	ARNAY-SOUS-VITTEAUX	1,46	2018210024000ZE0031	0,58444394	oui
			2018210024000ZD0002	0,00289725	
			2018210024000ZD0003	1,42637668	

GAEC de la Prairie

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
5	ARNAY- SOUS- VITTEAUX	1,97	2018210024000ZC0036	0,04538848	oui
	2018210024000ZC0043		0,08236337		
	2018210024000ZC0042		0,09715131		
	BRAIN		20182101000000B0495	0,00030545	oui
			20182101000000B0211	0,03568403	
			20182101000000B0210	0,03723341	
			20182101000000B0487	0,05180252	
			20182101000000B0471	0,11941735	
			20182101000000B0482	0,18320124	
			20182101000000B0485	0,30568902	
			20182101000000B0481	0,38656402	
			20182101000000B0472	0,85390509	
13	BRAIN	0,63	20182101000000B0264	0,00008828	oui
			20182101000000B0274	0,00069688	
			20182101000000B0271	0,00116954	
			20182101000000B0286	0,00299351	
			20182101000000B0277	0,01050861	
			20182101000000B0273	0,08191049	
			20182101000000B0285	0,13255284	
			20182101000000B0272	0,18835234	
14	BRAIN	1,41	20182101000000B0276	0,19627542	oui
			2018210100000ZA0041	0,01911511	
			2018210100000ZA0076	0,08123395	
			2018210100000ZA0034	0,18515529	
			2018210100000ZA0035	0,31157582	
			2018210100000ZA0036	0,81060980	

GAEC de la Prairie

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
15	BRAIN	4,35	20182101000000C0170	0,00058583	oui
			20182101000000C0308	0,01171321	
			20182101000000C0299	0,01248896	
			20182101000000C0174	0,03754135	
			20182101000000AB0190	0,04354292	
			20182101000000C0303	0,26300742	
			20182101000000C0179	0,37543804	
			20182101000000C0305	0,38250189	
			20182101000000C0182	0,48743371	
			20182101000000C0181	0,52881800	
			20182101000000C0307	0,62583279	
			20182101000000C0180	0,65949088	
			20182101000000C0301	0,77287374	
			20182101000000C0299	0,00017191	
			20182101000000C0201	0,01123590	
16	BRAIN	0,32	20182101000000C0170	0,27382350	oui
28	LA ROCHE-VANNEAU	3,16	2018210528000ZL0024	0,00253221	oui
29	LA ROCHE-VANNEAU	2,10	2018210528000ZL0026	0,00008421	oui
			2018210528000ZL0025	2,04543823	
30	LA ROCHE-VANNEAU	5,00	2018210528000ZL0030	0,00858871	oui
			2018210528000ZL0032	0,06372041	
17	MARIGNY-LE-CAHOUE	1,32	2018210528000ZL0031	4,92035703	oui
			20182103860000B0220	0,01619209	
			20182103860000B0217	0,03933051	
			20182103860000B0221	0,05397316	
			20182103860000B0218	0,06098419	
			20182103860000B0216	0,40600785	
			20182103860000B0219	0,73373532	

GAEC de la Prairie

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
18	MARIGNY-LE-CAHOUE	3,99	20182103860000B0248	0,00044312	oui
			20182103860000B0238	0,00944846	
			20182103860000B0231	0,30264591	
			20182103860000B0237	0,39779917	
			20182103860000B0230	0,52514192	
			20182103860000B0235	0,69035917	
			20182103860000B0236	0,82356646	
			20182103860000B0234	1,17724084	
19	MARIGNY-LE-CAHOUE	3,18	20182103860000B0254	0,00022088	oui
			20182103860000B0264	0,02263076	
			20182103860000B0271	0,03053749	
			20182103860000B0265	0,03803382	
			20182103860000B0255	0,05347804	
			20182103860000B0268	0,18413353	
			20182103860000B0262	0,22448387	
			20182103860000B0263	0,25107689	
			20182103860000B0269	0,31158296	
			20182103860000B0261	0,34489819	
			20182103860000B0257	0,34802971	
			20182103860000B0280	0,37084772	
			20182103860000B0256	0,44330221	
			20182103860000B0258	0,58007003	
20	MARIGNY-LE-	0,36	20182103860000B0279	0,07477438	oui
			20182103860000B0285	0,28643473	

GAEC de la Prairie

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
21	MARIGNY-LE-CAHOUE	4,34	20182103860000B0513	0,00028502	oui
			20182103860000B0512	0,00172728	
			20182103860000B0507	0,00517600	
			20182103860000B0511	0,00672058	
			20182103860000B0514	0,02244378	
			20182103860000B0321	0,02379875	
			20182103860000B0508	0,03818979	
			20182103860000B0270	0,03824550	
			20182103860000B0510	0,04655389	
			20182103860000B0338	0,07556672	
			20182103860000B0322	0,08048082	
			20182103860000B0330	0,15584313	
			20182103860000B0323	0,16592952	
			20182103860000B0325	0,18180828	
			20182103860000B0329	0,18894708	
			20182103860000B0332	0,21808646	
			20182103860000B0328	0,25100035	
			20182103860000B0334	0,25357125	
			20182103860000B0331	0,27058849	
			20182103860000B0327	0,30305450	
			20182103860000B0324	0,36505905	
			20182103860000B0335	0,37109993	
			20182103860000B0326	0,51431981	
			20182103860000B0333	0,71097548	
22	MARIGNY-LE-	0,65	20182103860000B0516	0,02187580	oui
			20182103860000B0515	0,62274001	

GAEC de la Prairie

N° flot	Commune	Surface totale de l'flot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'flot (ha)	Zone vulnérable	
23	MARIGNY- LE- CAHOUE	20,74	20182103860000E0289	0,00000038	oui	
			20182103860000D0091	0,00020032		
			20182103860000D0071	0,00162239		
			20182103860000E0285	0,00209484		
			20182103860000D0083	0,00591495		
			20182103860000D0024	0,01080090		
			20182103860000D0016	0,01186358		
			20182103860000D0020	0,02431154		
			20182103860000D0090	0,02624458		
			20182103860000D0084	0,04841500		
			20182103860000D0088	0,05778195		
			20182103860000D0087	0,06172530		
			20182103860000D0376	0,10545718		
			20182103860000D0085	0,12226895		
			20182103860000D0086	0,17614642		
24	DAMPIERRE- EN- MONTAGNE	24,67	20182103860000D0089	0,34181904	oui	
			20182103860000E0284	0,41349102		
			20182103860000D0072	19,32986495		
	POSANGES		20182102240000D0126	0,00264857		
			20182102240000E0012	0,10097887		
			20182102240000D0122	3,63341280		
			20182104980000A0114	0,00012773		
			20182104980000A0211	0,00244105		
			20182104980000A0116	0,00618915		
			20182104980000A0020	0,01477291		
			20182104980000A0093	0,01784010		
			20182104980000A0089	0,02598751		
			20182104980000A0027	0,24172814		
			20182104980000A0024	0,87342050		
			20182104980000A0025	0,93391545		
			20182104980000A0023	2,70886752		
			20182104980000A0177	15,94998180		

GAEC de la Prairie

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
25	VILLEFERR Y	8,07	20182106940000Z0021	0,00897509	oui
			20182106940000Z0019	0,01000778	
			20182106940000Z0018	0,01158177	
			20182106940000Z0016	0,01388781	
			20182106940000Z0014	0,02188719	
			20182106940000Z0012	0,11918635	
			20182106940000Z0013	0,35200258	
			20182106940000Z0011	0,57119594	
			20182106940000Z0015	2,08775282	
			20182106940000Z0017	2,71217703	
26	VILLEFERR Y	1,22	20182106940000Z0004	0,03174438	oui
			20182106940000Z0006	0,25085192	
			20182106940000Z0007	0,44298265	
27	VILLEFERR Y	1,82	20182106940000Z0005	0,46578034	oui
			20182106940000Z0001	0,76607017	
32	VILLEFERR Y	1,09	20182106940000Z0012	1,05613529	oui
			20182106940000A0068	0,00055881	
			20182106940000Z0041	0,00075037	
			20182106940000Z0003	0,00134876	
			20182106940000Z0040	0,00226628	
			20182106940000Z0040	0,00235191	
			20182106940000Z0039	0,00365810	
			20182106940000Z0007	0,00578956	
			20182106940000A0268	0,00998270	
			20182106940000Z0008	0,01878479	
			20182106940000Z0001	0,01226059	
			20182106940000A0270	0,03030068	
			20182106940000Z0006	0,08633498	
			20182106940000Z0038	0,21884649	
			20182106940000Z0005	0,70140720	

GAEC de la Prairie

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
33	VITTEAUX	6,13	2018210710000ZA0012	0,00014459	oui
			2018210710000ZA0017	0,02512364	
			2018210710000ZA0016	0,30591220	
			2018210710000ZA0013	0,67218107	
			2018210710000ZA0014	0,82212440	
			2018210710000ZA0015	1,52484495	
			2018210710000ZA0018	2,65217040	
TOTAL		168,33			

SCEA de la Bossière

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
7	BUSSY-LE- GRAND	75,80	2018210122000ZM0031	7,5051477	oui
			2018210122000ZM0030	1,6715560	
			2018210122000ZM0029	6,1707555	
			2018210122000ZM0028	5,0029482	
			2018210122000ZM0052	0,2398277	
			2018210122000ZM0041	0,4544587	
			2018210122000ZM0040	1,3941398	
			2018210122000ZM0033	0,1522197	
			2018210122000ZM0032	0,4155154	
			2018210122000ZM0034	0,8265505	
			2018210122000ZM0042	0,3810431	
			2018210122000ZM0036	0,2821767	
			2018210122000ZM0035	0,0683351	
			2018210122000ZN0008	4,9650033	
			2018210122000ZN0011	3,6307981	
			2018210122000ZN0005	0,3025078	
			2018210122000ZN0006	1,1377057	
			2018210122000ZN0013	5,1780359	
			2018210122000ZN0012	1,9520959	
			2018210122000ZN0025	0,3417869	
			2018210122000ZN0007	0,1888580	
			2018210122000ZN0009	2,9184718	
			2018210122000ZN0003	0,8456411	
			2018210122000ZN0002	0,9082225	
			2018210122000ZN0014	0,1503968	
			2018210122000ZN0073	1,0043137	
			2018210122000ZN0028	3,7775785	
			2018210122000ZN0015	0,4830780	
			2018210122000ZN0001	0,0748902	
			2018210122000ZN0004	0,0830768	
			2018210122000ZN0010	0,2188284	
			2018210122000ZN0074	0,0857830	
			2018210122000ZN0018	0,0012548	
			2018210122000Z00001	0,6425957	
			2018210122000Z00002	3,5888530	

SCEA de la Bossière

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale	Zone vulnérable
7	BUSSY-LE- GRAND	75,80	2018210122000ZM0027	1,8811369	oui
			2018210122000ZM0039	4,4908248	
			2018210122000ZM0038	6,2030482	
			2018210122000ZM0037	4,9890202	

SCEA de la Bossière

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
10	BUSSY-LE-GRAND	5,20	2018210122000AC0380	0,4315549	oui
			2018210122000AC0185	0,0032691	
			2018210122000AC0139	0,0004108	
			2018210122000AC0381	0,0009230	
			2018210122000AC0382	0,1975720	
			2018210122000AC0140	0,1681791	
			2018210122000AC0187	1,1173709	
			2018210122000AC0141	0,1886389	
			2018210122000AC0185	0,0025796	
			2018210122000AC0189	0,3804725	
			2018210122000AC0170	0,5675493	
			2018210122000AC0171	0,7405435	
			2018210122000AC0179	0,0362873	
			2018210122000AC0183	0,0000073	
			2018210122000AC0172	0,1224851	
			2018210122000AC0173	0,0890121	
			2018210122000AC0164	0,0015992	
			2018210122000AC0188	0,0075863	
			2018210122000AC0384	0,7953878	

SCEA de la Bossière

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
11	BUSSY-LE-GRAND	25,99	2018210122000AC0318	1,5191850	oui
			2018210122000AC0320	2,7375348	
			2018210122000AC0197	0,0004827	
			2018210122000AC0198	0,0005191	
			2018210122000AC0203	0,0407483	
			2018210122000AC0202	0,0235533	
			2018210122000AC0371	0,0422851	
			2018210122000AC0389	0,0007324	
			2018210122000AC0370	0,0001082	
			2018210122000AC0387	0,1225899	
			2018210122000AC0388	0,1885373	
			2018210122000AC0386	0,0002116	
			2018210122000AC0201	0,2402117	
			2018210122000AC0182	0,0013979	
			2018210122000AC0205	0,0025195	
			2018210122000AC0207	0,1703704	
			2018210122000AC0204	0,3787786	
			2018210122000ZS0001	15,5564573	
			2018210122000ZS0011	0,0572824	
			2018210122000ZS0012	0,0322384	
			2018210122000ZS0013	1,7121396	
			2018210122000ZS0014	1,7711306	
			2018210122000ZS0016	1,5253421	
			2018210122000AC0180	0,0027322	
			2018210122000AC0181	0,0020686	

SCEA de la Bossière

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale	Zone vulnérable
13	BUSSY-LE-GRAND	51,79	2018210122000ZR0004	2,2407897	oui
			2018210122000ZR0087	0,7607879	
			2018210122000ZR0085	0,1468993	
			2018210122000ZR0079	3,1034838	
			2018210122000ZR0077	0,3789472	
			2018210122000ZR0001	0,0152357	
			2018210122000ZR0020	0,2416174	
			2018210122000ZR0018	0,1422053	
			2018210122000ZR0013	0,2795574	
			2018210122000ZR0024	0,1907146	
			2018210122000ZR0014	0,2345646	
			2018210122000ZR0086	0,0963763	
			2018210122000ZR0080	0,1018187	
			2018210122000ZR0078	0,3688173	
			2018210122000ZR0084	0,0303107	
			2018210122000ZR0021	0,6655784	
			2018210122000ZR0011	0,9926013	
			2018210122000ZR0019	0,1450491	
			2018210122000ZR0017	1,3156700	
			2018210122000ZR0091	0,1940131	
			2018210122000ZR0012	0,0168970	
			2018210122000ZR0023	0,4490393	
			2018210122000ZR0022	0,1655909	
			2018210122000ZR0016	0,1979398	
			2018210122000ZR0015	0,0923492	
			2018210122000ZR0002	11,8395258	
			2018210122000ZR0090	2,9155780	
			2018210122000ZR0005	0,2475533	
			2018210122000ZR0006	4,8124344	
			2018210122000ZR0007	3,9313308	
			2018210122000ZR0081	3,1222204	
			2018210122000ZR0089	1,2107088	
			2018210122000ZR0088	2,5326604	
			2018210122000ZR0008	1,1709691	
			2018210122000ZR0009	0,5939331	
			2018210122000ZR0010	5,4316636	
			2018210122000ZR0003	0,5303008	

SCEA de la Bossière

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale	Zone vulnérable
17	BUSSY-LE-GRAND	0,51	2018210122000AI0072	0,0346280	oui
			2018210122000AI0064	0,3427314	
			2018210122000AI0065	0,1878075	
			2018210122000AI0066	0,0042768	
			2018210122000AI0063	0,0168404	
18	BUSSY-LE-GRAND	1,87	2018210122000AI0040	0,9967222	oui
			2018210122000AI0047	0,7800783	
			2018210122000AI0042	0,0433527	
			2018210122000AI0046	0,0015837	
			2018210122000AI0041	0,0189277	
19	BUSSY-LE-GRAND	5,47	2018210122000ZP0002	0,0050403	oui
			2018210122000ZR0076	0,2655499	
			2018210122000ZR0081	0,9386732	
			2018210122000ZR0086	0,0196267	
			2018210122000ZR0074	4,0774059	
			2018210122000ZR0075	0,0842856	

SCEA de la Bossière

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale	Zone vulnérable
22	BUSSY-LE-GRAND	24,23	2018210122000ZK0117	0,3398300	oui
			2018210122000ZK0118	0,2104583	
			2018210122000AE0028	0,0016212	
			2018210122000ZK0131	0,3075224	
			2018210122000ZK0145	0,2267133	
			2018210122000ZK0130	0,4554046	
			2018210122000ZK0129	0,2495689	
			2018210122000AE0036	0,0012009	
			2018210122000AE0037	0,0002381	
			2018210122000ZK0116	0,1397309	
			2018210122000ZK0128	0,2630131	
			2018210122000ZK0127	0,4835013	
			2018210122000ZK0123	0,2319903	
			2018210122000ZK0122	0,2258559	
			2018210122000ZK0121	0,2554642	
			2018210122000ZK0108	3,1261934	
			2018210122000ZK0046	0,0253966	
			2018210122000ZK0119	1,9341799	
			2018210122000ZK0110	0,0023198	
			2018210122000AE0045	0,0002920	
			2018210122000ZK0124	1,4273944	
			2018210122000ZK0134	0,0017943	
			2018210122000ZK0135	0,0177048	
			2018210122000ZK0133	1,2017782	
			2018210122000ZK0144	1,5873473	
			2018210122000ZK0126	1,6168607	
			2018210122000ZK0109	2,3786020	
			2018210122000ZK0107	2,9193321	
			2018210122000ZK0115	1,0532308	
			2018210122000ZK0114	1,1453219	
			2018210122000ZK0132	0,8255938	
			2018210122000ZK0125	1,4188728	
			2018210122000ZK0120	0,0430334	

SCEA de la Bossière

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale	Zone vulnérable
23	BUSSY-LE-GRAND	74,81	2018210122000ZL0097	0,1357411	oui
			2018210122000AE0063	0,0024298	
			2018210122000ZK0100	5,5555112	
			2018210122000ZK0104	7,3893892	
			2018210122000ZK0119	0,0092174	
			2018210122000ZK0101	4,7195832	
			2018210122000ZK0106	2,6574361	
			2018210122000ZK0110	3,6270824	
			2018210122000ZK0099	1,3124799	
			2018210122000ZK0103	0,2974048	
			2018210122000ZK0096	1,1310735	
			2018210122000ZK0095	3,1289826	
			2018210122000ZK0109	0,0402149	
			2018210122000ZK0102	1,0571433	
			2018210122000ZK0105	2,8931100	
			2018210122000ZK0120	0,2730054	
			2018210122000ZK0111	0,1499610	
			2018210122000ZK0093	1,5125679	
			2018210122000ZK0097	2,2297855	
			2018210122000ZK0094	0,0584611	
			2018210122000ZK0098	0,5937565	
			2018210122000AE0062	0,0004386	
			2018210122000ZM0001	0,4397836	
			2018210122000ZM0002	7,5370841	
			2018210122000ZM0003	0,3990876	
			2018210122000ZM0004	0,9713660	
			2018210122000ZM0005	8,5286446	
			2018210122000ZM0006	5,5541164	
			2018210122000ZM0007	6,6530782	
			2018210122000ZM0009	3,0376022	
			2018210122000ZM0010	0,6810345	
			2018210122000ZL0062	0,3886606	
			2018210122000ZM0008	0,5334162	
			2018210122000ZL0063	0,3581550	

SCEA de la Bossière

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
25	BUSSY-LE-GRAND	16,80	2018210122000Z00247	0,0014427	oui
			2018210122000Z00248	0,0007099	
			2018210122000Z00249	0,0018923	
			2018210122000Z00190	0,0228944	
			2018210122000Z00250	0,0004987	
			2018210122000Z00184	0,0071188	
			2018210122000Z00189	0,0140321	
			2018210122000Z00188	0,0037556	
			2018210122000Z00246	0,0054756	
			2018210122000Z00185	0,0007356	
			2018210122000Z00003	4,0108237	
			2018210122000Z00004	5,0971484	
			2018210122000Z00005	3,6675214	
			2018210122000Z00006	3,7975629	
			2018210122000Z00007	0,1399059	
26	BUSSY-LE-GRAND	10,10	2018210122000Z00150	6,8957150	oui
			2018210122000Z00252	0,0035122	
			2018210122000Z00120	0,4784402	
			2018210122000Z00251	1,1888665	
			2018210122000Z00093	0,0026257	
			2018210122000Z00096	0,0001207	
			2018210122000Z00254	0,0176635	
			2018210122000Z00152	0,0542079	
			2018210122000Z00151	0,9186656	
			2018210122000Z00110	0,2058668	
			2018210122000Z00149	0,0024174	
			2018210122000Z00132	0,0006083	
			2018210122000Z00131	0,0000529	
			2018210122000Z00130	0,0008851	
			2018210122000Z00125	0,0014463	
			2018210122000Z00123	0,0028985	
			2018210122000Z00133	0,0008000	
			2018210122000Z00253	0,3891622	
			2018210122000Z00107	0,0003121	

SCEA de la Bossière

N° lot	Commune	Surface totale de l'ilot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'ilot (ha)	Zone vulnérable
27	BUSSY-LE-GRAND	6,66	2018210122000Z00241	0,0000385	oui
			2018210122000Z00155	0,2927905	
			2018210122000Z00156	0,2387963	
			2018210122000Z00244	1,2089096	
			2018210122000Z00245	1,3079368	
			2018210122000Z00191	0,0000023	
			2018210122000Z00154	0,6012398	
			2018210122000Z00250	0,0003206	
			2018210122000Z00246	2,2388780	
			2018210122000Z00157	2,7428331	
30	BUSSY-LE-GRAND	3,32	2018210122000ZE0067	0,0108838	oui
			2018210122000ZE0066	3,3143024	
31	BUSSY-LE-GRAND	8,27	2018210122000ZE0073	2,2483311	oui
			2018210122000ZE0023	0,0566449	
			2018210122000ZE0031	0,8623198	
			2018210122000ZE0025	0,0002565	
			2018210122000ZE0026	0,0467049	
			2018210122000ZE0027	0,0446877	
			2018210122000ZE0019	0,0229353	
			2018210122000ZE0067	4,3878258	
			2018210122000ZE0066	0,0196200	
			2018210122000ZE0032	0,0620176	
			2018210122000ZE0029	0,2048185	
			2018210122000ZE0030	0,0722295	
			2018210122000ZE0028	0,0819058	

SCEA de la Bossière

N° îlot	Commune	Surface totale de l'îlot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'îlot (ha)	Zone vulnérable
35	BUSSY-LE- GRAND	40,73	2018210122000ZA0051	0,0479581	oui
			2018210122000ZA0059	0,7877957	
			2018210122000ZA0058	2,8537830	
			2018210122000ZA0057	2,3076942	
			2018210122000ZA0046	0,2803036	
			2018210122000ZA0056	3,2399404	
			2018210122000ZA0043	0,0001595	
			2018210122000ZA0047	0,1838369	
			2018210122000ZA0038	1,0970243	
			2018210122000ZA0033	0,1875814	
			2018210122000ZA0045	0,0026004	
			2018210122000ZA0049	0,0563918	
			2018210122000ZA0039	0,0383403	
			2018210122000ZH0087	0,3115617	
			2018210122000ZH0088	0,7257776	
			2018210122000ZH0066	0,8515617	
			2018210122000ZH0064	1,2094122	
			2018210122000ZH0065	1,2586608	
			2018210122000ZH0063	0,5451576	
			2018210122000ZH0062	1,3735392	
			2018210122000ZA0050	3,1588770	
			2018210122000ZA0032	1,0124690	
			2018210122000ZA0048	0,2282971	
			2018210122000ZA0035	2,9507968	
			2018210122000ZA0036	0,6323677	
			2018210122000ZA0037	3,1608652	
			2018210122000ZA0031	2,3083571	
			2018210122000ZA0034	4,4135618	
			2018210122000ZA0061	0,2729616	
			2018210122000ZA0060	4,2216246	

SCEA de la Bossière

N° lot	Commune	Surface totale de l'îlot (ha)	Référence parcelle cadastrale	Surface parcelle cadastrale dans l'îlot (ha)	Zone vulnérable
37	BUSSY-LE- GRAND	0,67	2018210122000ZI0200	0,0015284	oui
			2018210122000ZI0181	0,0177538	
			2018210122000ZI0199	0,0061011	
			2018210122000ZI0183	0,0003978	
			2018210122000ZI0179	0,6217138	
			2018210122000ZI0046	0,0038618	
			2018210122000AH0161	0,0040257	
			2018210122000AH0104	0,2944221	
			2018210122000AH0020	0,0000582	
			2018210122000AH0102	0,0000041	
39	BUSSY-LE- GRAND	0,31			oui
40	BUSSY-LE- GRAND	1,15	2018210122000AI0080	1,1085500	oui
			2018210122000AH0031	0,0000471	
6	CHAUME- LES- BAIGNEUX	24,89	2018210160000ZE0020	0,0561989	oui
			2018210160000ZM0005	0,0741422	
			2018210160000ZM0004	0,0585055	
			2018210160000ZM0006	0,3131130	
	JOURS-LES- BAIGNEUX		2018210326000ZI0055	0,7370792	oui
			2018210326000ZI0041	1,4050688	
			2018210326000ZI0053	9,3023373	
			2018210326000ZI0052	9,0082372	
			2018210326000ZI0037	0,0106988	
			2018210326000ZI0039	2,2458438	
			2018210326000ZI0054	1,1326697	
2018210326000ZI0043	0,0760739				
2018210326000ZI0042	0,2124282				
380,57					

380,57

9 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

9.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Dijon, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

9.1 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Arnay-sous-Vitteaux et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Arnay-sous-Vitteaux pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : BRAIN, LA ROCHE-VANNEAU, DAMPIERRE-EN-MONTAGNE, MARIGNY-LE-CAHOUEÛT, BUSSY-LE-GRAND, POSANGES, DARCEY, JOURS-LÈS-BAIGNEUX, VILLEFERRY, VITTEAUX, CHAUME LES BAIGNEUX, MARCILLY ET DRACY, SAINTE COLOMBE-EN-AUXOIS

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Côte d'Or pendant une durée minimale d'un mois.

9.2 EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de Côte d'Or, le Sous-préfet de l'arrondissement de Montbard, le Directeur départemental des territoires de Côte d'Or, le Directeur départemental de la protection des populations de Côte d'Or, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Arnay-sous-Vitteaux et à la société GAEC DE LA PRAIRIE.

Fait à DIJON, le 13 NOV. 2019
LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation
le secrétaire général

Christophe MAROT

10 - ECHÉANCES

<i>Articles</i>	<i>Types de mesure à prendre</i>	<i>Date d'échéance</i>
4.3 gestion des eaux pluviales	Transmission d'une note détaillée de dimensionnement du dispositif de gestion des eaux pluviales, par infiltration, est transmise au Bureau Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires de Côte-d'Or et au service d'inspection ICPE	6 mois à compter de la date de prise du présent arrêté
4.1.1 Origine des approvisionnements en eau	Remise au Bureau Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires de Côte-d'Or d'un dossier de déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application du L214-1 à L214-3 du code de l'environnement concernant le puits alimentant l'installation	Un an à compter de la date de prise du présent arrêté
2.1.2 Impact sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts	L'exploitant réalisera une écoute sonore en période estivale, visant à évaluer et à caractériser les espèces présentes pour enrichir les bases de données locales. La campagne d'écoutes sonores sera réalisée sur le périmètre d'épandage de l'exploitation, notamment au niveau des prairies, et sur les parcelles à proximité de bois (milieux semi-ouverts), lieux privilégiés par les chiroptères pour la chasse.	Eté 2020